

Pas d'effectifs, pas d'encadrement L'administration sabote le CP Sud Francilien !

Réau le 14 novembre 2025

Au Centre Pénitentiaire Sud Francilien, **il n'y a aujourd'hui NI chef de détention, NI adjoint.**

Zéro encadrement. Zéro pilotage.

Et comme si cela ne suffisait pas, la campagne de mobilité du Corps de commandement en cours n'a ouvert **aucun poste** pour notre établissement.

ZÉRO poste. ZÉRO perspective. Rien.

Pourtant, l'administration annonce l'ouverture d'un **Quartier de Lutte contre la Criminalité Organisée (QLCO)** dès juin 2026. **Avec quels effectifs ? Avec quel encadrement ? Avec quel sérieux ?**

Corps d'Encadrement et d'Application : même abandon, même mépris...

Pour les Personnels du CEA, c'est le même désert : **AUCUN poste** pour les surveillants, brigadiers, brigadiers-chefs et majors expertise.

L'administration persiste à croire qu'un QLCO peut sortir de terre sans moyens. Nous, non !

Un QLCO NE S'IMPROVISE PAS ET NE SE CRÉE PAS À EFFECTIF CONSTANT !

L'UFAP UNSa Justice le dit sans détour : **il est hors de question d'ouvrir un QLCO sans renforts massifs, sans encadrement dédié, sans moyens humains solides et pérennes.**

L'administration doit cesser le bricolage permanent, cesser l'aveuglement, et enfin anticiper. **La sécurité, les conditions de travail et la qualité du service public ne se construisent pas sur l'épuisement des agents !**

L'UFAP UNSa Justice EXIGE :

- **L'ouverture immédiate** de postes de chef de détention et d'adjoint dans la mobilité en cours du Corps de Commandement ;
- **Des ouvertures de postes** pour les surveillants, surveillants brigadiers, brigadiers-chefs et majors expertise dans la mobilité du CEA ;
- **Un plan d'effectifs clair, chiffré et assumé** en vue de l'ouverture du QLCO.

Le CP Réau **ne sera pas** la variable d'ajustement d'une administration déconnectée. Un établissement de ce niveau mérite **une véritable équipe de commandement, un encadrement complet et des effectifs à la hauteur.**

Sans moyens, pas de mission ! Sans agents, pas de détention !

Le Bureau Local UFAP UNSa Justice